



CANADA

TREATY SERIES **1983 No. 17** RECUEIL DES TRAITÉS

---

## CULTURE (CINÉ.)

Accord entre le CANADA et la FRANCE

Paris, le 11 juillet 1983

En vigueur le 11 juillet 1983

---

## CULTURE (CINE.)

Agreement between CANADA and FRANCE

Paris, July 11, 1983

In force July 11, 1983

---





CANADA

TREATY SERIES **1983 No. 17** RECUEIL DES TRAITÉS

## CULTURE (CINÉ.)

Accord entre le CANADA et la FRANCE

Paris, le 11 juillet 1983

En vigueur le 11 juillet 1983

## CULTURE (CINE.)

Agreement between CANADA and FRANCE

Paris, July 11, 1983

In force July 11, 1983

43 269 076  
b 2620753

QUEEN'S PRINTER FOR CANADA  
IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA  
OTTAWA, 1978

43 269 077  
b 2620765

CANADA

**ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE RELATIF À LA PROMOTION DE PROJETS DE COPRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE**

Le Gouvernement du Canada,

CULTURE (CINÉ)

Le Gouvernement de la République Française,

Soucieux de promouvoir le développement de la coopération entre le Canada et la France dans le domaine cinématographique par des actions concrètes en faveur d'œuvres de qualité respectant la spécificité de chacune des cultures nationales,

sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

1. Les projets d'œuvres cinématographiques de longue durée, admis au bénéfice de la coproduction aux termes de l'Accord sur les relations cinématographiques entre le Canada et la France, peuvent bénéficier dans les conditions définies ci-dessous d'une aide sélective dans chacun des deux États.

Cette aide est remboursable exclusivement sur les produits de toute nature résultant de l'exploitation de l'œuvre.

2. Ces projets d'œuvres cinématographiques doivent présenter un intérêt commun pour les deux États et apporter une contribution à la qualité de la production cinématographique.

3. En principe chacun des deux États aide au cours de la période d'application de l'Accord, un nombre identique de projets à participation majoritaire.

L'aide sélective accordée dans chacun des deux pays représente un pourcentage identique de leurs apports respectifs dans chaque projet de coproduction qui en bénéficie. Ce pourcentage ne peut être supérieur à 20 %.

Un projet de coproduction minoritaire conforme au droit national sera assimilé à un projet majoritaire si les deux conditions suivantes sont remplies:

—si le réalisateur est ressortissant de l'État à participation minoritaire, et

—lorsque la condition prévue dans la première phrase du présent paragraphe ne peut être remplie autrement.

**AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE  
GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC CONCERNING THE  
PROMOTION OF CO-PRODUCED CINEMATOGRAPHIC PROJECTS**

The Government of Canada

and

The Government of the French Republic,

Desirous of promoting co-operation between France and Canada in the cinematographic field through concrete measures aimed at achieving work of a high calibre while respecting the character of each country's national culture,

have agreed as follows:

**ARTICLE I**

1. Full-length cinematographic projects which qualify for co-production benefits under the Agreement between France and Canada concerning cinematographic relations may receive selective assistance from each of the two countries under the conditions set forth below.

This assistance is refundable exclusively on receipts of any kind resulting from the exhibition of the production. The terms of repayment are subject to identical conditions which are defined by mutual consent of the competent authorities of both countries.

2. Such cinematographic projects must be of common interest to both countries and must contribute to the quality of the cinematographic production.

3. In principle, each country shall provide assistance to the same number of majority productions while the Agreement is in force.

The selective assistance granted by each of the countries shall represent a percentage identical to their respective contributions to the particular co-production. This percentage shall not be greater than twenty (20) percent.

A minority co-production shall, in accordance with national laws, be considered a majority project if the following two conditions are met:

—if the director is a national of the minority co-producing country, and

—if the condition stipulated in the first sentence of this section cannot be met in any other way.

4. Un équilibre général doit être assuré entre les participations de chacun des deux pays dans les coproductions bénéficiant de l'aide sélective prévue par les dispositions du présent Accord.

5. Le montant de l'aide attribuée à la coproduction d'œuvres cinématographiques, en vertu du présent Accord, est fixé comme suit:

—pour chaque projet, un montant maximum de 500.000 dollars canadiens pour la part canadienne, dans le cas d'une coproduction majoritaire canadienne et de 2.500.000 FF pour la part française, dans le cas d'une coproduction majoritaire française. L'aide sélective accordée par le pays minoritaire, appréciée en proportion de son apport à la coproduction, représente un pourcentage identique à celui de l'aide sélective accordée par le pays majoritaire, appréciée dans les mêmes conditions.

—pour l'ensemble des projets de coproduction, un montant maximum de 1.000.000 de dollars canadiens pour la part canadienne et de 5.000.000 FF pour la part française.

Ces montants sont révisables par les autorités compétentes en fonction des taux de change en vigueur au moment de l'acceptation de chaque projet.

6. Le nombre maximum d'œuvres cinématographiques pouvant bénéficier de l'aide en vertu du présent Accord, est fixé à quatre.

7. L'expression «ressortissant de l'État» mentionnée au paragraphe 3 du présent Article, désigne au Canada, un national ou un résident permanent au sens que lui donnent les dispositions du Règlement de l'impôt sur le revenu du Canada relatives aux productions portant visa telles qu'amendées de temps en temps et, en France, un national ou un résident.

## ARTICLE II

1. Une commission canado-française est instituée en vue de l'examen des projets susceptibles d'être aidés en application de l'Article I ci-dessus. Elle est composée de représentants désignés de la façon suivante:

—pour la partie canadienne: trois représentants désignés par le Ministre des Communications, ou, s'il l'autorise, la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne,

—pour la partie française: trois représentants désignés par le Ministre de la Culture.

La commission formule, à l'intention des autorités compétentes de chacun des deux États, des recommandations en vue des décisions à prendre sur une aide aux projets.

2. La commission d'examen des projets peut se réunir alternativement au Canada et en France dans les cas où une telle réunion serait jugée nécessaire par la majorité des membres la composant. Normalement, la partie canadienne et la partie française de la commission se communiquent réciproquement leurs propositions respectives quant aux projets qui leur paraissent susceptibles de bénéficier de l'aide prévue à l'article précédent. L'accord final sur ces propositions se fait par échange de correspondance.

4. An overall balance must be maintained between each country's contributions toward selective assistance for co-productions, as provided in this Agreement.

5. The amount of assistance allocated to the cinematographic co-production under this Agreement is fixed as follows:

—for each co-production, a maximum of 2,500,000FF by France in the case of a majority French co-production, and Cdn \$500,000 by Canada in the case of a majority Canadian co-production. The selective assistance given by the minority country, assessed as a percentage of its contribution to the co-production, shall represent an identical percentage to the selective assistance given by the majority country, assessed on the same basis.

—for all co-produced projects a maximum of 5,000,000FF by France and Cdn \$1,000,000 by Canada.

These amounts may be revised by the competent authorities in terms of the rates of exchange in effect at the time of each project's acceptance.

6. The maximum number of cinematographic productions which may benefit from the assistance outlined in this Agreement is therefore limited to four.

7. The expression "a national of the minority co-producing country" used in paragraph 3 above, refers to nationals or residents of France and to nationals or permanent residents of Canada as defined in the Canada Income Tax Regulations with respect to certified productions, as may be amended from time to time.

## ARTICLE II

1. A France-Canada Commission shall be set up to consider all projects eligible for assistance under Article I above. The commission shall be composed of representatives appointed as follows:

—from France: three representatives appointed by the Minister of Culture,

—from Canada: three representatives appointed by the Minister of Communications, or if he so authorizes, the Canadian Film Development Corporation.

The Commission shall make recommendations relating to the financial assistance to be provided to projects and shall forward these recommendations to the designated authorities in each country.

2. The Project Examination Commission may meet alternately in France and Canada in cases where such a meeting is deemed necessary by the majority of its members. Generally, both the French section and the Canadian section will communicate to each other their respective proposals regarding the projects they feel are eligible for assistance under the preceding article. The final agreement on these proposals is made by exchange of correspondence.

Les décisions relatives à l'octroi de l'aide prévue par le présent Accord sont prises par les autorités compétentes selon les dispositions nationales en vigueur. Les autorités compétentes des deux États s'informent sans délai des conditions de l'octroi de l'aide notamment en ce qui concerne les modalités de remboursement.

3. Le présent Accord entre en vigueur le jour de sa signature.

Il est conclu pour une durée d'une année à dater de son entrée en vigueur; il est renouvelable annuellement par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des Parties Contractantes trois mois avant son échéance.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements, ont signé le présent Accord.

FAIT à Paris le 11 juillet 1983 en double exemplaire, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

FRANCIS FOX

*Pour le Gouvernement du Canada*

JACK LANG

*Pour le Gouvernement de la République Française*

Decisions made concerning the awarding of financial assistance as provided for in the present Agreement shall be made by the competent authorities in accordance with the provisions of the national laws in effect at the time. The competent authorities in each country shall inform one another immediately of the conditions under which assistance is granted and in particular the terms of repayment.

3. This Agreement shall enter into force on the date of its signature.

4. This Agreement shall be valid for a period of one year from the date of its entry into force; it is renewable annually by tacit consent, unless one or the other of the contracting parties gives notice of termination three months before the expiry date.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized by their governments, have affixed their signature hereto.

DONE in two copies at Paris on 11 July 1983, in English and in French, both texts being equally authentic.

FRANCIS FOX  
*For the Government of Canada*

JACK LANG  
*For the Government of the French Republic*

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20092740 1

in the present Agreement shall be made by the contracting parties in each country shall inform immediately the contracting parties in which assistance is granted and in particular the terms of repayment.

3. This Agreement shall enter into force on the date of its signature.

In Witness Whereof the undersigned, duly authorized by their governments, have affixed their signatures below at Paris on 11 July 1983, in English and in French, both texts being equally authentic.

FRANCIS FOX  
For the Government of Canada

JACK LANG  
For the Government of the French Republic

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1987

© Minister of Supply and Services Canada 1987

En vente au Canada par l'entremise des

Available in Canada through

Librairies associées  
et autres libraires

Associated Bookstores  
and other booksellers

ou par la poste auprès du

or by mail from

Centre d'édition du gouvernement du Canada  
Approvisionnement et Services Canada  
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

Canadian Government Publishing Centre  
Supply and Services Canada  
Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue E3-1983/17  
ISBN 0-660-53749-4

au Canada: \$2.75  
à l'étranger: \$3.30

Catalogue No. E3-1983/17  
ISBN 0-660-53749-4

Canada: \$2.75  
Other countries: \$3.30

Prix sujet à changement sans préavis

Price subject to change without notice

Tous droits réservés. On ne peut reproduire aucune partie du présent ouvrage, sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit (électronique, mécanique, photographique) ni en faire un enregistrement sur support magnétique ou autre pour fins de dépitage ou après diffusion, sans autorisation écrite préalable du Centre d'édition du gouvernement du Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9.

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise, without the prior written permission of the Publishing Services, Canadian Government Publishing Centre, Ottawa, Canada K1A 0S9.



